

Électronique grand public

Exploitation dans les méga-usines asiatiques : les enseignes suisses de commerce de détail assument-elles leur responsabilité ?



Image: Shutterstock / Humphery

China Labor Watch a mené une enquête d'investigation dans les usines chinoises d'électronique. Sur la base de cette nouvelle recherche, Solidar Suisse met en lumière le degré de transparence et la responsabilité sociale des enseignes de commerce de détail en Suisse.

Un ménage suisse dépense près de 1100 francs par an en moyenne en appareils électroniques. Les ventes culminent pendant la période de fin d'année, qu'inaugurent les batailles de soldes autour du Black Friday. À la sortie de nouveaux appareils électroniques ainsi qu'à l'approche d'événements commerciaux mondiaux, les commandes dans les méga-usines connaissent de véritables pics. Les millions de travailleuses et de travailleurs sur les chaînes de montage pour des marques électroniques connues comme Apple, Lenovo, HP et consorts ne récoltent que des miettes de ce succès. La nouvelle enquête d'investigation menée par China Labor Watch dans les usines chinoises d'électronique montre que les heures supplémentaires excessives, les salaires misérables, l'emploi illégal de stagiaires sont bien connus et peu de choses ont changé à ce jour. La nouveauté est que les usines engagent désormais la majorité du personnel sur une base temporaire par le biais d'agences de recrutement, afin de n'avoir à assumer qu'une responsabilité minimale pour les conditions de travail précaires.

Les principaux abus mis en lumière par la recherche dans les usines d'électronique chinoises sont les suivants :

- **la nouvelle réalité du gig manufacturing** : les sociétés d'électronique engagent désormais la majorité de leur personnel sur une base temporaire, ce qu'on appelle le gig manufacturing. Les agences de recrutement attirent la main-d'œuvre avec des primes élevées pour un temps de travail journalier et hebdomadaire exorbitant, avant de la congédier dès que les commandes des marques commencent à reculer ;
- **Le vol de salaire** est un phénomène très répandu : les cotisations sociales ne sont pas versées pour le personnel temporaire et les agences de recrutement les spolient de leurs primes ;
- **les bas salaires, les heures supplémentaires extrêmes, le travail jusqu'à l'épuisement** : les salaires versés dans les usines sont si bas que le personnel ne peut pas en vivre sans faire des heures supplémentaires démesurées. Il est habituel de travailler au moins 250 heures par mois et jusqu'à 14 heures par jour, souvent sans un seul jour de repos. Les pauses de courte durée, la haute intensité du travail et les longues journées poussent la main-d'œuvre au bord de l'épuisement ;
- **l'emploi illégal de stagiaires** : les heures supplémentaires et le travail de nuit sont imposés aux étudiantes et étudiants dans des activités qui n'ont rien à voir avec leurs études. Cette forme de travail forcé reste encore répandue ;
- **le harcèlement moral et sexuel** : insultes, affronts et punitions par les responsables hiérarchiques sont monnaie courante. Le harcèlement sexuel est largement répandu et reste généralement impuni.

« Je travaillais tous les jours de 8 h 30 à 22 h 30 ou 23 h 30, avec juste une demi-heure de pause à midi et le soir. Des heures supplémentaires étaient imposées. Le travail était si dur que j'ai quitté l'usine. Je n'ai même plus assez d'argent pour rentrer chez moi. »

Témoignage d'une personne ayant travaillé dans une usine chinoise d'électronique.

Détaillant·e·s suisses : peu de vérification des directives, manque de transparence

Nombre de ces abus contreviennent aux normes internationales et à la loi chinoise. Face à cette réalité, Solidar Suisse a voulu en savoir plus sur le degré de responsabilité et de transparence des plus célèbres détaillant·e·s suisses vis-à-vis des conditions de production des populaires gadgets technologiques, car il est souvent vain de chercher une quelconque information sur la question. Cette démarche visait à déterminer si les enseignes de commerce de détail en Suisse imposent des exigences aux marques d'électronique en matière de conditions de travail, et le cas échéant, lesquelles, comment leur respect est assuré et si des informations sont communiquées à ce sujet. La recherche a également vérifié si la transparence de la chaîne d'approvisionnement constituait une condition préalable à l'intégration des produits dans l'assortiment des enseignes.

Force est de conclure que le chemin est encore long pour les détaillant·e·s suisses en électronique :

- des enseignes de commerce de détail comme Digitec Galaxus, Interdiscount ou Brack ne placent pas suffisamment les entreprises qui les fournissent et les marques d'électronique devant leurs responsabilités de façon à combattre, sinon à prévenir les violations de droits humains ;
- de nombreux détaillant·e·s imposent certes des directives en matière de temps de travail, d'heures supplémentaires ou de protection de la santé, mais aucune des entreprises étudiées n'a fait état d'un contrôle systématique de ces directives et aucun rapport public n'a été établi à ce sujet ;
- les entreprises exigent par ailleurs trop peu de transparence de la part des marques et ne livrent elles-mêmes pratiquement aucune information sur le lieu et les conditions de fabrication des produits électroniques de leur assortiment.

Une transformation radicale s'impose pour que le secteur bouge : les marques d'électronique mondiales qui amassent des milliards année après année ont la responsabilité de créer des conditions de travail dignes tout au long de leur chaîne d'approvisionnement. Mais les détaillant·e·s aussi doivent redoubler d'efforts pour veiller à ce que les appareils électroniques de leur offre ne soient pas fabriqués dans des conditions contraires aux droits du travail et aux droits humains.

Aperçu : responsabilité et transparence chez les enseignes suisses de commerce de détail

		Digitec Galaxus Groupe Migros	Melectronics Groupe Migros	Brack Groupe Coopetec	Microspot Groupe Coop	Interdiscount Groupe Coop	Fust Groupe Coop	Media Markt Groupe Ceeconomy	Manor	Jelmoli Versand Groupe Otto	Ackermann Groupe Otto	Conforama Groupe XXXLutz
Responsabilité sociale												
Directives :	bases	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
	contenu	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Mise en œuvre	Contrôle	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
	Information	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Transparence												
	Chaînes d'approvisionnement transparentes	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●

● en bonne voie ● mitigé ● Information insuffisante ou manquante

Vous pouvez consulter le rapport complet sur www.solidar.ch/fr/blackfriday